L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS JEUDI MATIN, 30 SEPTEMBRE 1875. 49me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN, 30 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, au bureau de prêts de J. Anglade, coin Bourbon et Conti, gages non retirés.

Par B. Guinault, à Alger, à l'écurie de Remy Cerodé, près Nongué,—une vacherie.

Par E. Roger & Co., au No 45 de la rue Decatur —boîtes, souliers et brodequins.

SPECTACLES.

Jeudi, 30 septembre 1875.

ACADEMIE.—Meridan et Mack. Les Mimiques, grande comédie.

L'opposition à une Convention.

Parmi les citoyens qui ont fait opposition à la réunion immédiate d'une convention démocratique, il en est assurément, qui sont de la meilleure foi du monde, mais nous avouons n'avoir pu, jusqu'à présent, trouver dans leurs objections un seul argument plausible contre le projet.

Ce ne sont pas, en effet, des arguments que le désir d'éviter toute agitation politique, de se consacrer tranquillement aux affaires particulières et autres banalités de ce genre.

Le véritable motif de l'opposition à une convention n'est pas là, et il n'a jamais été révélé.

La proposition d'une convention immédiate a tout simplement dérangé les plans de certains politiciens qui ont en vue une petite combinaison pour disposer de la Louisiane à leur fantaisie.

L'intrigue n'était pas mûre et pour la mener à bonne fin, il fallait que la réunion de la législature permît de la compléter en décidant l'élection du sénateur des Etats-Unis. Comment se serait-on entendu avec Kellogg, Warmoth et autres grands meneurs que leurs intérêts peuvent amener à se trouver en conflit avec Packard et Pinchback, c'est là le secret du dénouement de l'intrigue ; mais ce qui est certain c'est qu'il y avait bien des espérances en jeu et que l'appel d'une convention populaire est venu les contrarier.

Le Picayune qui s'est fait le champion de l'opposition à la convention, a cru devoir se renforcer de l'opinion de quelques citoyens et il a eu recours au système des entrevues. Nous ne trouvons dans les conversations de son rapporteur avec MM. Penn, Phelps, I. N. Marks et E. A. Burke, aucun argument nouveau contre la convention, mais nous y trouvons plusieurs assertions qui ne peuvent soutenir la discussion, car elles nous paraissent être démenties par les faits.

Le grand avantage que Mr Penn voit dans le compromis c'est le rétablissement de la paix et du calme.

Sans doute les généraux de Grant ont pu dire, après le 17 septembre 1874 et le 5 janvier 1875, en parodiant le mot d'un général russe à Varsovie "*Il ordre règne à la Nouvelle-Orléans.*" Mais cette paix et ce calme sont-ils ce que désirait le peuple, quand rien de ce qu'il voulait ne lui a été accordé? L'honorable Mr Penn ne peut nous citer aucune réforme, aucune réduction d'impôt comme résultat du compromis. Il voit une garantie additionnelle dans l'adjonction au Bureau de liquidation de la dette d'Etat, de Mr Phelps, président de la Bourse au Coton. Si nos informations sont exactes, cette adjonction n'est une garantie que pour les porteurs de Bons si nuls au point de vue des contribuables, à cause de la manière de voir de Mr Phelps sur les questions financières.

Le même Mr. Phelps a émis dans sa conversation avec le rapporteur du *Picayune*, les étranges théories qui suivent :

"Nous sommes trop pauvres dans cet Etat pour faire beaucoup de politique."

Eh ! mais qu'est-ce qui nous a rendus si pauvres, si ce n'est la politique radicale ! Et si nous pouvions regagner de l'argent en cessant de faire de la politique, à quoi cela nous servirait-il, si les radicaux, maîtres de la situation, continuent à nous le voler sous toutes les formes ! "Je suis opposé à une Convention, dit encore Mr. Phelps, parce que j'appréhende que cette question de compromis sera ressuscitée et que la paix dont nous avons joui depuis plusieurs mois, et qui a produit une AMELIORATION INCALCULABLE DANS LE COMMERCE de la Nouvelle-Orléans, sera rompue."

Nous aimons à croire que Mr Phelps n'a pas prononcé les paroles qu'on lui attribue, elles prêteraient trop à rire à ses dépens.

Une amélioration incalculable dans le commerce de la Nouvelle-Orléans depuis plusieurs mois ! En vérité ! Et dans quelle branche d'affaires ? Nous n'avons entendu depuis six mois que des plaintes et des lamentations : "Le commerce est mort, disait-on de tous côtés." Il n'est pas un homme d'affaires qui ne soit prêt à démentir l'assertion mise dans la bouche de Mr Phelps et lui-même n'oserait la ranger de son nom. Quant à la situation de la propriété foncière, elle n'a fait qu'empirer.

La paix, le calme, le *statu quo*, mais les honorables interlocuteurs du *Picayune* y songent-ils ? Mais c'est la paix et le calme du tombeau ! Nous voulons que la Nouvelle-Orléans renaisse de ses cendres, que la Louisiane respire, travaille et produise pour elle-même et non pour ses exploiteurs, et c'est pour cela que nous ne voulons ni repos, ni trêve tant que le dauchemar du radicalisme nous étouffera et nous paralysera.

Vous avez assez de politique ! Nous en avons bien trop, nous qui sommes sur la brèche depuis huit ans sans repos ni trêve. Vous savez bien que la guerre n'est pas finie et qu'elle ne peut finir que par le renversement du radicalisme. Mais la différence entre vous et les citoyens dévoués et désintéressés qui demandent une convention, c'est que vous voulez renvoyer au jour même ou à la veille de la lutte le soin des préparatifs tandis qu'il n'y a pas un jour, pas une heure à perdre pour organiser le peuple et le mettre en état de lutter contre un adversaire auquel tous les moyens sont bons, qui a l'avantage du terrain, et qui ne perd pas une minute.

Les intérêts particuliers ne doivent pas être négligés, mais distraire quelques heures pendant un jour ou deux de ces intérêts, afin de travailler à la rédemption de l'Etat, ce n'est pas les négliger, c'est les servir. Si la politique n'était pas en travers du chemin des affaires, vous auriez raison du point de vue étroit de l'intérêt individuel, mais il y a de plus c'est l'intérêt bien entendu de tous de détruire l'obstacle qui s'oppose à tout retour à la prospérité.

SOUSCRIPTION pour les Inondés du midi de la France.

Sommes encaissées par le trésorier.

Nile-Orléans, 27 septembre 1875.

Liste No 3.—M. F. Renaudin.

Pamaque Toujague	$ 1 00
Profit sur or et argent	3 05
Total	$ 4 05
Listes précédentes	$9,441 37
Total général	$9,445 43
Remises faites précédemment de fcs 27,000	$6,046 45
Balance	$3,398 97

Avec cette somme il a été acheté le 28 une traite au cours de ¢ 50 à vue, de fcs 15,295 35, ce qui porte à fcs 42,295 35 le total des sommes envoyées en France.

Les membres du comité général de la souscription sont invités à assister vendredi soir à une réunion qui aura lieu à six heures et demie dans les bureaux de MM. A. Rochereau & Co., pour entendre le rapport d'un comité spécial qui a été chargé de vérifier les livres et les comptes du trésorier.

Nous publierons dimanche divers documents relatifs à la souscription.

Le meeting des Eco'es Publiques.

Les citoyens de la Nile-Orléans se sont portés en masse hier soir sur la place Lafayette pour protester contre l'outrage commis par le Bureau d'école dans le choix du personnel enseignant. Nous avons vu rarement autant de monde réuni sur le même point et l'enthousiasme de l'indignation ne faisait pas défaut.

Le meeting a été appelé à l'ordre par Mr R. B. Forman et Mr E. B. Philips a été élu président à l'unanimité, avec les vice-présidents dont les noms suivent :

S. B. Newman,	J. M. Putnam,
Hy. Benshaw,	Sam. Boyd,
Geo. Jonas,	B. M. Pond,
L. E. Coleman,	Paul E. Théard,
Jno. Cheffer,	W. C. Block,
Jas. J. Day,	D. B. Morey,
J. J. Irby,	J. A. Gresham,
J. Cassard,	Jno. A. Payne,
L. C. Levy,	A. P. Masson,
M. F. Sabiski.	Scott McGehee
F. W. Wing,	B. J. West,
A. Brittin,	T. F. Gwatney,
Jas. Schwartz,	C. Hunt,
R. F. Buckner,	Leopold Hunt,
E. H. Levy,	Leopold Christ,
M. W. Joyce,	D. F. Scanlon
Rich Fiomer,	Jno. T. Hardie,
G. H. Allen,	T. M. Hall,
H. Hallen,	Victor Meyer,
A. W. Cosworth.	T. W. Collens jr. Sec.

Le président remercie l'assemblée de l'honneur qui lui était conféré et explique en quelques mots l'objet du meeting.

Le juge Kennard, invité à prendre la parole, cite les divers articles de la Constitution qui défend à la même personne d'occuper deux places à la fois. Il dit que le parti républicain effrayé de Pinchback lui avait laissé prendre la direction des Ecoles publiques afin de le calmer un peu ; que toute la bande avait perdu le droit de réclamer son salaire. Il se fonde sur l'art. 135 de la Constitution des Etats-Unis et ajoute : Qu'est-ce qui nous porte à défier George III en 1770, si ce n'est la tyrannie ?

Après le discours du Juge Kennard, on lit une lettre du Dr Palmer, qui s'excuse de ne pas prendre part au meeting parce qu'il craindrait de se mêler à la politique, choses qui doit rester étrangère à son ministère, mais il partage l'indignation des citoyens et se prononce fortement contre la fusion des écoles et pour la séparation des enfants des deux races. Il est convenable et juste, dit-il, qu'ils reçoivent tous les mêmes avantages d'instruction et d'éducation, mais dans des écoles distinctes. Ils ne pourront que gagner à être séparés les uns des autres.

C. F. Buck parle ensuite. Il passe brièvement en revue la position dans laquelle nous nous trouvions auparavant et qui donnait satisfaction à tout le monde. Il dit que tous les professeurs en place maintenant ont été nommés dans un but politique, que la communauté ne doit avoir aucune confiance dans le bureau d'école et que la constitution de 1868 n'est pas celle du peuple libre de la Louisiane, que ce peuple n'a pas eu de voix depuis le jour où nous fûmes dominés par les baïonnettes fédérales.

La seule chose qu'il ait à dire au Bureau d'école c'est de s'abriter sous le même pouvoir dont il lui sera favorable que cet Etat, car il est certain qu'un jour cette oppression cessera. Nous sommes réunis aujourd'hui comme de vrais républicains ne demandant la tyrannie sur personne et voulant la justice pour tous, répudiant la corruption et désirant le bien être de tout l'Etat.

Le Rév. Sanford a adressé au Président une lettre où il dit qu'il ne peut assister au meeting mais qu'il partage entièrement l'indignation des citoyens et l'opinion qui a suscité le mouvement.

Le Gal Alex. Dimitry s'avance alors et dit d'une voix forte et retentissante : Il y a 30 ans, vous aviez des écoles publiques dignes de ce nom. Elles ne sont plus. Vous aviez des écoles qui n'auraient pas souffert la dégradation actuelle. L'orateur dénonce celui qui a usurpé la position d'instituteur, répugne aux instincts des deux races et n'est exigé par aucune loi ni aucune constitution de notre Etat ;

Et attendu que le dit bureau est injustement constitué—le nombre des membres de couleur étant égal à celui des membres blancs ; attendu que la population de la Nile-Orléans est de 145,721 blancs et 57,647 personnes de couleur ;

Il est résolu par le peuple de la Nouvelle-Orléans ASSEMBLE EN MASSE, sans égard aux distinctions de couleur :

1° Que le Bureau des écoles de la ville, tel qu'il est constitué actuellement, viole les principes fondamentaux du droit de représentation ; que la justice—la justice pour tous, noirs et blancs—en exige la réorganisation ;

2° Que ce bureau est incapable, moralement, et à cause du manque de culture et d'éducation de la plupart de ses membres, de diriger les écoles publiques de la Nouvelle-Orléans—direction qui demande de l'honneur et de la responsabilité ; que vu les actes honteux dont il est accusé, il mérite l'opprobre des citoyens des deux races ; qu'il est requis, par ceux qui ont le droit de se faire entendre en ce moment, d'abandonner le poste qu'il a souillé.

3°. Que rien dans les présentes résolutions, ne doit être interprété de manière à y trouver une intention quelconque, de la part des blancs, de refuser aux hommes de couleur aucun des bénéfices que leur accordent les lois qui ont trait à l'éducation et aux écoles, mais nous croyons qu'il leur serait insultable, qu'il serait insultable à la cause de l'éducation, à la tranquillité publique, à la bonne entente des races, d'exiger forcément un mélange dans la institution d'un bienfait en vue d'un avantage quelconque à obtenir, sans un prétexte de nécessité, mais contrairement aux sentiments de toute une communauté.

4° Que si nous ne parvenons point, par les moyens actuels, à régler la question des écoles, nous déclarons que nous demanderons aux tribunaux des Etats-Unis de se prononcer sur la validité de la taxe, que nous savons déjà être injuste, oppressive et qui nous avons de bonnes raisons de le croire—est inconstitutionnelle.

5° Que nous n'abdiquons, dans cette circonstance, à aucune influence de parti, la question s'élevant bien au-dessus de la politique et touchant à l'intégrité même de notre société.

Nous invoquons donc la coopération des bons citoyens de tous les partis dans cette tentative dont le seul but est de purifier nos écoles publiques et de leur rendre le respect et la confiance de la communauté.

6° Que le Bureau des écoles, tel qu'il est composé actuellement, existe en violation de la Constitution de la Louisiane, d'après laquelle nul ne peut occuper plus d'un poste donnant des émoluments on exigeant de la confiance.

7° Qu'un comité de cinq sera chargé de porter à la connaissance du Bureau les vœux de cette assemblée et de prendre les mesures nécessaires pour atteindre le but qu'elle se propose.

Nous avons eu le plaisir de serrer la main, hier, à Mr Alex Marks, de la maison Hoffman, Marks & Cie., qui est arrivé avant-hier d'Europe, où il a passé l'été. Il revient plein de santé et de vigueur et prêt à entrer dans une nouvelle campagne d'affaires avec l'activité et l'énergie qui le caractérisent.

MAISON FERNANDEZ ET VILLA. — Le magasin de cigares de MM. Fernandez et Villa, au coin des rues Royale et Douane, est connu de tout le monde. Les cigares qui s'y vendent proviennent des premières fabriques de la Havane. Mr M. R. Fernandez partira samedi prochain par le C. W. Lord, pour cette dernière ville où l'appellent les affaires de sa maison et où il se propose de choisir lui-même un stock considérable et assorti des plus célèbres produits du pays. A son retour il se hâtera de publier dans l'*Abeille*, au profit de ses clients et des fumeurs en général, la nomenclature de ses plus savoureux échantillons.

UN NOUVEAU PRODUIT DE LA VIGNE.—Nous pensions que l'on ne pouvait tirer du jus de la treille rien de mieux que les crus les plus renommés des vignobles de Bordeaux, de Bourgogne et de Champagne, et les plus fines eaux-de-vie de Cognac. Nous nous trompions. Voici une nouveauté que nous recommandons aux Gourmets. C'est de l'eau-de-vie mousseuse ou autrement dit du Cognac-Champagne. Nous avons dégusté hier un verre de Cremant-Impérial de Cognac qui a toute la saveur de la plus fine eau-de-vie en même temps que le piquant du vin de Champagne. Nous ne connaissons rien de plus agréable comme pousse café. Ce nouveau produit de la vigne est importé de Cognac par la maison Vergnole et Vincens, 73 rue Decatur.

WORKINGMEN'S BANK. (Banque des travailleurs.)—On verra par une notice insérée plus loin que cette banque, qui est en même temps une caisse d'épargne, ne néglige rien pour être vraiment digne de son titre. Il n'est pas facile pour les travailleurs de faire leurs dépôts pendant la journée. Aussi la banque dont il s'agit annonce-t-elle qu'à partir du 1er octobre elle ouvrira ses portes de 6 à 7 heures du soir, pour recevoir les dépôts de quelque valeur qu'ils soient. C'est là un avantage qui ne peut manquer d'être apprécié. De cette manière la Banque des travailleurs rendra autant de services comme caisse d'épargnes que comme institution de crédit. Elle est située dans le centre des affaires, rue du Canal 94, à côté de la rue du Camp.

LONE STARS & AMATEUR BASE BALL CLUBS. — Ces deux clubs donneront samedi, 13 novembre, dans la salle Stonewall Jackson, un premier grand bal paré et masqué. Nous prions le comité d'agréer nos bien sincères remercîements pour les invitations qu'il nous a adressées.

ST RINGHILL COLLEGE.—Ce grand collège, situé près de Mobile, dans l'Etat de l'Alabama, fera l'ouverture de l'année scolaire 1875-76, le 6 octobre procosin. Il faudra donc que les élèves soient prêts à partir le même jour par le train du matin où ils seront accompagnés par un employé de confiance du collège. Jusque là le Révérend Président de cette institution se tiendra tous les jours de 11 heures du matin à 3 heures du soir, au coin des rues Baronne et Commune, à la disposition des familles qui désireraient obtenir des informations.

COLLÈGE DE JEFFERSON.—Ce collège, si estimé et qui occupe un rang si distingué parmi nos établissements d'éducation, fera la réouverture de ses classes mardi, 5 octobre. Il faut donc que les parents ou tuteurs tiennent leurs enfants prêts à partir le 4 à 5 heures du soir par le bateau Henry Tete. Ils seront reçus à bord par un des Pères qui les accompagnera dans la paroisse St.-Jacques, où l'établissement est situé.

UN BILLET GAGNANT. — Mme Jane Woods, 108 rue Constance, entre les rues Julie et St. Joseph, certifie, ainsi qu'on le verra dans une notice insérée plus loin, qu'ayant acheté pour 25 cents au bureau de Wm. George, 156 rue de Carondelet, près de la rue Julie, un quart du billet de combinaison No 24, 43, 50 de la Loterie de l'Etat de la Louisiane qui a gagné le prix capital de $5300, au tirage de mardi 28 septembre dernier, le montant du dit billet lui a été payé immédiatement et sur présentation au bureau de la compagnie.

GRAND DÉPOT DE MEUBLES.—J'admire vos meubles. Comme ils sont brillants et de bon goût. Où les avez-vous pris ? — Je les ai pris chez J. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido—La première fois que j'aurai besoin de meubles j'irai là. Mais combien les avez-vous payés ? —Oh ! je les ai eus à bon marché. Vous ne me croiriez pas si je vous disais ce qu'ils me coûtent.—Eh bien, vous avez fait là une fameuse affaire. Je suis bien aise de le savoir car j'ai besoin d'un canapé et d'un grand lit et j'irai le choisir chez Hubbard.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Réintégrés.

Le comité du Bureau d'école, pour la présentation des professeurs, s'est décidé à réintégrer les 13 instituteurs qui avaient été tout d'abord mises de côté sans cérémonie, mais les nominations générales de cette année.

Le comité a espéré avec cela calmer l'opposition des citoyens contre le bureau. S'il attend réellement ce résultat, le comité se trompe, car il est évident qu'avec les nominations nouvelles et les réintégrations le nombre des professeurs de couleur, contraires aux idées et aux vœux d'une majorité de la population de couleur elle-même aussi bien que les conservateurs de tous les partis ; attendu que le mélange, par contrainte, de enfants de toutes les races, couleurs et conditions, aux mêmes écoles, dans les mêmes salles et sur les mêmes bancs, est contraire aux principes de l'humanité, répugne aux instincts des deux races et n'est exigé par aucune loi ni aucune constitution de notre Etat ;

Et attendu que le dit bureau est injustement constitué—le nombre des membres de couleur étant égal à celui des membres blancs ; attendu que la population de la Nile-Orléans est de 145,721 blancs et 57,647 personnes de couleur ;

Il est résolu par le peuple de la Nouvelle-Orléans ASSEMBLÉ EN MASSE, sans égard aux distinctions de couleur :

1° Que le Bureau des écoles de la ville, tel qu'il est constitué actuellement, viole les principes fondamentaux du droit de représentation ; que la justice—la justice pour tous, noirs et blancs—en exige la réorganisation ;

2° Que ce bureau est incapable, moralement, et à cause du manque de culture et d'éducation de la plupart de ses membres, de diriger les écoles publiques de la Nouvelle-Orléans—direction qui demande de l'honneur et de la responsabilité ; que vu les actes honteux dont il est accusé, il mérite l'opprobre des citoyens des deux races ; qu'il est requis, par ceux qui ont le droit de se faire entendre en ce moment, d'abandonner le poste qu'il a souillé.

3°. Que rien dans les présentes résolutions, ne doit être interprété de manière à y trouver une intention quelconque, de la part des blancs, de refuser aux hommes de couleur aucun des bénéfices que leur accordent les lois qui ont trait à l'éducation et aux écoles, mais nous croyons qu'il leur serait insultable, qu'il serait insultable à la cause de l'éducation, à la tranquillité publique, à la bonne entente des races, d'exiger forcément un mélange dans la institution d'un bienfait en vue d'un avantage quelconque à obtenir, sans un prétexte de nécessité, mais contrairement aux sentiments de toute une communauté.

4° Que si nous ne parvenons point, par les moyens actuels, à régler la question des écoles, nous déclarons que nous demanderons aux tribunaux des Etats-Unis de se prononcer sur la validité de la taxe, que nous savons déjà être injuste, oppressive et qui nous avons de bonnes raisons de le croire—est inconstitutionnelle.

5° Que nous n'abdiquons, dans cette circonstance, à aucune influence de parti, la question s'élevant bien au-dessus de la politique et touchant à l'intégrité même de notre société.

Nous invoquons donc la coopération des bons citoyens de tous les partis dans cette

Feu à Alger.

Un feu, causé par l'explosion d'une lampe à huile de charbon, a éclaté, hier matin entre 1 et 2 heures, dans une bâtisse en bois à deux étages, rue Alex, près de la rue Vallette, appartenant à Sebastian Coquit et occupée par J. Bathancourt et Frank S. Raphael. La bâtisse, qui était assurée pour $1200, a été totalement détruite.

Les flammes ont gagné les bâtisses possédées et occupées par Frank Mitchell comme entrepôt et écurie, et ces bâtisses ont partagé le sort de la première. La perte est de $830, couverte par une police de $500 à la compagnie d'assurance mutuelle du Sud et par une police de $400 à la compagnie d'assurance Hibernia.

Autre Incendie.

Le feu a pris hier soir sur les 10 heures et demie à une maison basse en bois, située au coin des rues Tonti et Bienville, appartenant à Adam Scheur et occupée par Mr Brown, et l'a entièrement détruite.

Les flammes se sont étendues à une maison de bois à deux étages, rue Bienville, appartenant au même Adam Scheur et occupée par Robert Dalton. La destruction de cette bâtisse a été complète.

Une troisième maison basse, propriété de Mr Scheur et occupée par lui, rue Tonti, a été grandement endommagée par le feu et l'eau. Toutes ces bâtisses étaient assurées à la compagnie Germania.

Une quatrième maison, occupée par Jacob Herrlan à qui elle appartenait, a été aussi atteinte par le même feu et réduite en cendres. Assurance au bureau de la même compagnie. Total des pertes $7000. La cause du feu est inconnue.

Mort de sa blessure.

Bernard Diétet, marchand de cigares, qui avait été blessé accidentellement par Frank Romeo, au café du Général Quitman, au coin des rues Ursulines et Levée, dans la soirée du 20, est mort des suites de sa blessure, hier matin sur les 9 heures.

Le sergent Bergeron.

Nous marquons une bonne note pour le sergent Bergeron qui a montré dans l'exercice de ses devoirs une fermeté que nous ne saurions trop louer. Voici à quelle occasion :

Mardi soir, sur les 8 heures, il voit un petit garçon qui jette des pierres à un nègre de la ruelle, au coin des rues St-Pierre et Bourbon. Il accoste le petit malfaiteur et lui demande ou il demeure. Pendant ce colloque la mère arrive ; elle veut battre le sergent qui reçoit deux ou trois bourrades.

Le sergent, sans hésiter, arrête la femme et l'emmène au corps de garde, bien que deux ou trois cents personnes, qui s'étaient rassemblées, tentent de l'arrêter.

Il est suivi à la station par cette foule, qui menace le sergent et demande la prisonnière.

Nullement intimidé par cette bravade, Bergeron sort, empoigne l'homme qui avait crié et le fait entrer très bel et bien dans la salle de police où il n'a plus rien dit.

La foule, étonnée de ce dénouement, s'est retirée sans en demander davantage.

L'acide phénique devant la faculté en conseil.

La réunion annoncée des membres de la Faculté médicale a eu lieu hier dans l'amphithéâtre de l'Université de la Louisiane, rue Combuse. A huit heures, le docteur Armand Mercier a appelé la réunion à l'ordre et le docteur Solomon a été désigné comme secrétaire. Une quarantaine de docteurs étaient présents et nous avons reconnu parmi eux les plus éminents praticiens de la ville.

Le docteur Mercier, après avoir lu les résolutions adoptées aux deux meetings du second district et rendu compte des mesures des deux comités auprès de l'administration municipale et du Bureau de santé, a rappelé les points sur lesquels l'Assemblée était appelée à délibérer, points déjà publiés dans l'*Abeille*.

Le Dr Tebault a présenté une communication du Dr Bickell qui s'excusait de ne pouvoir venir à la réunion et qui envoyait son opinion par écrit. Le secrétaire a donné lecture de cette communication dont la conclusion est que l'acide phénique ne peut faire aucun bien et que, s'il ne fait pas beaucoup de mal, c'est de l'argent dépensé en pure perte.

Le Dr Alpuente a lu un assez long travail, dans lequel il cite 19 années pendant lesquelles il n'y a pas eu d'épidémie de fièvre jaune, bien qu'on n'employât pas l'acide. Depuis qu'on l'emploie on a eu aussi quelques années sans épidémie. Mais personne n'a jamais pu dire pourquoi on avait une épidemie ou pas d'épidémie. Il a dit que cette année sur 46 cas rapportés il y a eu 28 décès, 10 guérisons et 8 cas en traitement. Il a fait observer que dans les maisons où avaient eu lieu les premiers décès et qui avaient été désinfectées de toutes façons, il y avait eu aussi des décès. Il a conclu, de qui ne prouve pas en faveur de l'efficacité de l'acide phénique.

Sur motion du Dr. Tebault, le président est autorisé à nommer un comité de six membres auquel sont référées toutes les communications et observations lues et qui présentera des résolutions à l'assemblée à la prochaine séance.

Le comité est ainsi composé : docteurs Sabin Martin, Tebault, Jones, J. H. Lewis, Ernest Lewis et Logan.

Sur motion l'assemblée s'ajourne à mercredi prochain à sept heures.

TEMPERATURE.—29 Septembre 1875.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit	Centigrade
6 A. M.	67	19
12 M.	75	24
3 P. M.	74	23
9 P. M.	72	22

Remède contre les effets de la dissipation.

On ne peut pas trop sévèrement condamner les excès alcooliques, soit à cause de leurs effets des tructifs sur la constitution, soit à cause de leur influence pernicieuse sur le bien-être général de l'homme. En même temps il est peu probable que l'homme y renonce jamais. Un sentiment commun d'humanité semble donc conseiller les moyens les plus efficaces de contrecarrer leurs effets. Parmi les stimulants médicaux, il n'y a rien qui soit si admirablement calculé pour remédier aux conséquences physiques de la boisson que les "Hostetter's Stomach Bitters" qui combattent les nausées et les maux de tête qu'elle cause, qui rafraîchissent les nerfs et procurent ce repos sans fièvre si bon pour rétablir la santé altérée par les excès. Les symptômes bilieux causés par la dissipation sont promptement dissipés par les Bitters, qui sont aussi un excellent remède pour les désordres qui résultent de la malaria, les boyaux, le foie, les organes urinaires, auxquels il procure du ton et une grande régularité.

Décédé, hier, à 9 heures du matin, à l'âge de trente-trois ans, BERNARD DITTE, né à Lestelle, Département des Hautes-Pyrénées (France.) Ses amis et connaissances, ainsi que ceux de ses neveux A. Cazaux et B. Cazaux, sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui à 1 heure de l'après-midi. Le convoi mortuaire partira de sa dernière résidence, rue Douane No 131, entre les rues Bourbon et Dauphine.

De la part de ses neveux.

Décédée le 29 septembre 1875, à Independance, Lne, demoiselle HENRIETTE HUSSERT. Les amis des familles Hubert et E. Warren McGee, sont respectueusement priés d'assister aux funérailles qui auront lieu ce matin 30 septembre à 10 heures. Le convoi partira de l'église de l'Immaculée Conception.

MESSE.

Une messe pour le repos de l'âme de GABRIEL MOMAS sera célébrée à la Cathédrale St-Louis le jeudi 30 septembre à sept heures du matin. Les amis et connaissances du défunt et de sa famille sont invités à y assister.

29sept—2f

Société Française de Bienfaisance de Jefferson. Assemblée générale trimestrielle.—MM. les officiers et les membres de cette Association, sont respectueusement notifiés que le 1ER OCTOBRE courant, il y aura une assemblée générale régulière, et que la plus grande ponctualité est requise de tous les sociétaires. On se réunira à la salle habituelle, Louisiana Avenue, à 7 h. PRÉCISES du soir.—(Obligatoire.)

Par ordre du Président.

LOUIS GREGOIRE, Secrétaire.

30 sept—1,2,5 oct.

WORKINGMEN'S BANK,

(Banque des travailleurs.)

Intérêt sur les dépôts faits au département des épargnes.

POUR la convenance des classes ouvrières et de ceux de ses clients qui n'ont pas le temps de faire leurs dépôts de 9 à 3 heures, cette banque a fixé, à partir du 1er octobre, ses heures pour recevoir les dépôts seulement, tous les soirs de 6 à 7 heures.

J. B. MONDIEGT,
Caissier.

30 sept—2f

Comité Général

de la Souscription pour les Inondés du Midi de la France.

Une assemblée générale de ce Comité est convoquée pour VENDREDI soir, 1er courant, à six heures et demie, dans les bureaux de MM. A. Rochereau & Co, rue St-Louis, pour la vérification des comptes du trésorier et la clôture des opérations du Comité.

Par ordre du Président, F. LIMET,
Le Secrétaire, J. B. MONDIEGT.

30 sept—2f

Avis.

LA réunion annuelle du C. C. R. A. aura lieu VENDREDI, 1er octobre 1875, à midi, au Grunewald Hall.

Mme H. G. HODGSON,
Secrétaire.

30sept—2f

AU PUBLIC.

Nouvelle-Orléans, 29 septembre 1875.

La soussignée certifie qu'elle avait le 1/4 du billet combinaison Nos 21 - 43 - 50 — Classe 233 de la Loterie de l'Etat de la Louisiane—billet qui a gagné le premier gros lot de cinq mille trois cent cinquante mardi, 28 septembre 1875. Le dit quart avait coûté vingt-cinq cents, au bureau de Wm. George, No, 156 de la rue du Camp, près Julie. Le montant en a été promptement payé, sur présentation aux bureaux de la Compagnie.

MME JANE WOODS,
108 rue Julie et St-Joseph.

Demeurant au No. 108 de la rue Constance, entre les rues Julie et St-Joseph.

30 sept—1f

A CAUSE du jour de fête, nos magasins seront fermés JEUDI, 30 du courant.

THEODORE DANZIGER & SON,
No 203 rue du Canal.
et 228 et 230 rue Royale.

30sept—1f

AVIS.

NOTRE magasin sera fermé AUJOURD'HUI (Jeudi) 30 septembre 1875, à cause de la Fête. Il rouvrira vendredi, matin, 1er octobre 1875.

FELLMAN BROS.
133, rue du Canal.

30 sept—1f

AVIS AUX FAMILLES.

COLLEGE JEFFERSON, à St-Jacques.

LA session de 1875-76 de cette institution commencera MARDI 5 octobre. Les enfants devront quitter la ville LUNDI, 4 octobre, à 3 heures de l'après-midi, par le bateau le Henry Tete, un ou plusieurs frères du Collège les accompagneront.

Sept an 4oct P. FOURNINE & CO., agents.

AVIS,

Nile-Orléans, 29 Septembre 1875.

Collége de Spring Hill,

Près Mobile, Alabama.

LE 6 octobre ayant été fixé pour l'ouverture de la session de 1875-76, les familles et les tuteurs sont priés de se préparer de manière à ce que les enfants puissent quitter la ville par le train du matin de 6 heures, sous la garde d'un des membres du collége.

Le Révérend Dr. Alpuente décrit aussi les effets de l'action de l'acide phénique sur les microscoaires et autres animalcules microscopiques et sur l'action délétère qu'il pourrait même exercer chez l'homme par l'application sur la peau ou l'absorption. Cet acide a une action très forte sur le système nerveux. Mais comme désinfectant il n'a pas besoin de la force de la putréfaction. Hier matin les nègres ont présentés dans le voisinage de l'école Fillmore, mais quand ils ont vu la police prête à repousser tout assaut et à déjouer toute tentative, ils se sont retirés paisiblement sans avoir inquiété personne. Nous les en félicitons ; en se conduisant ainsi, ils se sont montrés meilleurs que ceux qui les ameutaient.

Ne rodez pas la nuit.

On peut encore roder de jour, mais gardez-vous bien de roder la nuit, à moins de vouloir de l'ennui et même exciter les soupçons de la police. Si Westly Gibbs avait suivi cette règle prudente il n'eut point été arrêté par l'officier Sandrick, qui l'a emmené à la salle de police où il l'a fait enregistrer comme un caractère suspect et dangereux. Gibbs avait été surpris, dans la nuit de mardi à mercredi, faisant des plans rue Royale, près de la rue Marigny et prenant des mesures d'exécution qui n'annonçaient pas la bonne compagnie. Il est possible qu'il mette plus tard ses plans à exécution, mais pour le moment ils sont déjoués, grâce à la vigilance opportune et ombrageuse du policier Sandrick.

Chaussures ! Chaussures !

RÉDUCTION, RÉDUCTION EXTRAORDINAIRE !

Ouverture de Saison.

MAISON STE-ANNE,

AU DRAPEAU ROUGE.

COIN ROYALE ET STE-ANNE.

Ventes sans Réserve.

STOCK IMMENSE !

AFIN de faciliter un écoulement rapide du stock qu'elle est forcé de faire place aux vastes emplettes adressées à cette maison populaire.

Le Southern Shoe Manufacturing Co. a ordonné une réduction de cinquante pour 100 sur tous les chaussures détaillées à son agence.

Le public ne manquera pas de saisir une occasion aussi rare où l'on trouve des chaussures de 10 cents à $1 la paire,

AU COIN ROYALE ET STE-ANNE.

lersept—1m P. P.—D M J.

En débarquement

du navire PEGASE venant de Bordeaux, et en magasin,

300 BARRIQUES Vin rouge "Château Bellevue" dans cette île.
150 Barriques Vin rouge "Chât au de France" de
150 do Vin rouge "Graves D'Armbarès" de Ducasse et Larose.
100 do Vin rouge "Côtes" de Dubos Frères.
75 do Vin blanc "Graves" de Lavergne, Viremondey & Cie.
250 Caisses Vermouth, Noilly, Prat, Cie.
50 do do " Martini, Sola & Cie.
200 Paniers Huile d'olive, J. Pagnol.
100 do do de A. Fugaz.

A vendre par J. MANDIN & CIE.,
25 sept—2f No 67 Rue Decatur.

Avis.

LE soussigné, autrefois chez P. P. TRICOU, informe ses amis et anciens clients qu'il a ouvert un magasin de FOURNITURES POUR HOMMES au No 73 de la rue St-Charles, et espère qu'ils voudront bien lui continuer leur clientèle comme par le passé.

21sept—6f ULYSSE A. GUÉRINGER.

Demande d'associé.

ON demande, dans une maison établie depuis longtemps, un associé ayant un capital de $5000 à $10,000, comptant. On préférerait une personne qui connaît le commerce des marchandises sèches. Toutes les communications devront être confidentielles. S'adresser aux initiales H. T., Nouvelle-Orléans, Lne. 28sept—6f

Demande d'emploi par un Sucrier.

UN bon SUCRIER offre ses services pour faire la roulaison des cannes sur une habitation. Il pourrait donner de bonnes références. S'adresser par lettre à L. G., bureau de l'Abeille.

28 sept—6f

Demande.

TROIS VENDEURS de première classe, S'adresser, en donnant les références et en spécifiant le salaire, par voie de la Poste, P. O. Box 196. 27 sept—6f

Demande de Cuisinière.

ON demande immédiatement, une CUISINIÈRE qui commence le 4 octobre. S'adresser dans l'après-midi, à partir de trois heures, au No. 134 de la rue Bourbon, inutile de se présenter sans de bonnes recommandations. 10 sept—

Demande d'emploi.

UN homme de trente-huit ans, natif de la Nouvelle-Orléans, parlant l'anglais et le français offre ses services comme commis, comme garçon de magasin ou comme de peine. Il ne demande qu'à avoir besoin de cultiver un jardin et de soigner des chevaux. Bonnes références. S'adresser à Gaston C., bureau de l'ABEILLE. 10 sept—6f

Attention !! Attention !!

MR. CHS. TROUILLY, appelle l'attention des personnes qui veulent bien l'honorer de leur confiance sur la grande réduction de ses prix au No 36 rue St-Charles.

BARBE, 15 Cts.
SHAMPOON, 25 Cts.
COUPES DE CHEVEUX, 35 Cts.

Il a constamment en magasin un bel assortiment de linge pour messieurs et d'articles de fantaisie au plus bas prix.

12 sept—1m-D-Mar-J.

INSTITUTIONS

Académie de la Visitation.

ON PRIE resp